



Nord

## Lettre ouverte à M. SARKOZY Président de la République française

Monsieur le Président,

Sans réponse de votre part à nos précédents courriers, nous souhaitons vous réitérer notre vive inquiétude devant l'évolution des effectifs de l'Education nationale en France.

M. Darcos, alors ministre de l'Education nationale, annonçait en juin 2009 16 000 suppressions de postes en 2010, dont 640 dans la seule académie du Nord. Après les 11 200 suppressions de 2008 puis les 13 500 de 2009, ce sont donc au total plus de 40 000 postes qui seraient supprimés en 3 ans.

**Ce projet répond à notre avis à une logique exclusivement budgétaire et ne se fonde ni sur la réalité de l'évolution des effectifs ni sur les situations spécifiques de chaque établissement.**

**Le service public de l'Education nationale joue un rôle essentiel pour l'aménagement du territoire. L'affaiblissement du maillage des services publics, auquel participent aujourd'hui ces suppressions de postes nous préoccupe particulièrement.**

Si l'on compte en France 574 582 élèves en moins en 2008-2009 par rapport à la rentrée précédente, cette baisse s'explique par une difficulté croissante de scolariser les enfants de moins de 3 ans et par une baisse démographique dans les lycées. En revanche, l'école primaire a vu ses effectifs augmenter de 15 338 élèves et le collège de 1 238 élèves. Pour le lycée, au demeurant, M. Fillon avait annoncé renoncer aux suppressions de postes pour 2010 compte tenu de la réforme en cours.

Dans l'académie du Nord, il aurait fallu renoncer à 120 suppression de postes dans le premier degré, 800 postes dans les collèges, 235 postes dans les lycées pour simplement maintenir le nombre d'élèves par classe à la rentrée 2010 ! La majorité des classes de lycée y sont déjà en surcharge, à plus de 24 élèves, souvent au-delà de 30 et les effectifs ne sont plus significativement différents entre les zones d'éducation prioritaire et les autres.

Face aux pénuries d'enseignants pour assurer les remplacements nécessaires, votre gouvernement envisage aujourd'hui de recourir à des étudiants en cours de formation ou à des professeurs retraités ! De nombreux directeurs d'établissements témoignent de leur inquiétude quant à leur capacité à organiser une rentrée normale en septembre prochain.

Pourtant, les 250 millions d'euros d'économie que représenteraient ces 16 000 suppressions de postes sont inférieurs au coût annuel des réductions d'impôts pour les 834 plus riches contribuables français, au titre de la loi TEPA. Elles ne représentent qu'un dixième du coût de la baisse de la TVA dans la restauration.

**Pour que la rentrée 2010 se passe dans des conditions satisfaisantes, nous vous demandons de prononcer un moratoire sur les suppressions de postes prévues en France à la rentrée 2010.**

## Les élus socialistes du Nord